

La Voix de la Haute-Marne 6/01/17

Fonction publique

Les trésoreries se réorganisent

Depuis plusieurs années, on assiste à un vaste mouvement de refonte des services publics dans le département. Les trésoreries de Haute-Marne subissent ces réorganisations. Globalement, si les effectifs de la fonction publique diminuent, c'est l'Armée qui compte aujourd'hui le plus de fonctionnaires dans le département.

Il y a une semaine la Direction départementale des Finances publiques de la Haute-Marne annonçait une refonte de ses horaires d'ouverture. À l'issue du Comité local des usagers particuliers, ces nouveaux horaires d'ouverture au public à compter du 1^{er} janvier 2017 s'accompagnent de la mise en œuvre de l'accueil personnalisé sur rendez-vous. « Cela permet d'améliorer la qualité de service en évitant aux usagers de se déplacer lorsque cela n'est pas nécessaire et, si cela est nécessaire, en leur assurant d'être reçus sans file d'attente, à l'heure choisie », explique Patricia Barjot, la directrice de ce service de l'Etat. Aujourd'hui, on dénombre 284 emplois pour 300 agents dépendant des impôts dans le département.

Un chiffre qui ne cesse de chuter. L'administration fiscale étant celle qui paye le plus lourd tribut au non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. En Haute-Marne, c'est en effet, une dizaine de postes qui s'envolent chaque année du département. « On restructure, on fait grossir le service de Chaumont », souligne la directrice. Deux agents langrois du SIE (service des impôts des entreprises) vont ainsi être rattachés au centre de Chau-

mont. Un discours qui se veut rassurant sur l'avenir des trésoreries notamment celle de Bourmont qui ne fermera « ni en 2017, ni en 2018 ».

Du côté des représentants des salariés on fait valoir un tout autre son de cloche. FO, principale organisation syndicale dans la fonction publique, dénonce un nouveau plan qui vise à diminuer les moyens de l'administration. Le 15 décembre dernier, ils étaient 70 agents à manifester contre la réduction des effectifs et la fermeture programmée de nouvelles trésoreries. Car pour le syndicat ouvrier, après 2018, c'est l'incertitude la plus totale pour la trésorerie de Bourmont. « On attend que les élections soient passées mais à moyen terme, c'est la fermeture », assure Rachel Sugneau qui travaille à la direction des finances publiques.

Plus que treize trésoreries

Il suffit de voir le nombre de trésoreries fermer leurs portes pour se dire que le mouvement ne fait que s'amplifier. Ainsi, celle de Montier-en-Der a fermé au 1^{er} janvier, succédant à celle de Vignory en 2016 et en 2014 les trésoreries de Rolampont et Chevillon. On assiste, au même moment que les regroupements des communes dans les agglomérations, au regroupement des trésoreries dans les principales villes du département. « Il y a éloignement des services publics, cela aura des conséquences pour les usagers », reprend la déléguée FO. Si on comptait environ une trésorerie par canton il y a une vingtaine d'années, leur nombre aurait été divisé par 2,5 en 20 ans.

« Il n'y aura pas de fermeture de sites cette année », martèle pourtant la direction, évoquant davantage des « mutualisations » et une « restructuration interne ». Aujourd'hui en Haute-Marne, il



Une restructuration qui touche les trésoreries du département comme celle ici de Saint-Dizier.

n'y a plus que treize trésoreries dont quatre dans des Centres des finances publiques (CFP) « multiservices ». Les trésoreries non situées dans un CFP « multiservices » se trouvent à : Andelot, Bourbonne-les-Bains, Bourmont, Chalindrey, Châteauvillain, Nogent, Prauthoy, Wassy et avenue Raoul-Laurent à Saint-Dizier pour la trésorerie spécialisée de Saint-Dizier OPHI et Etablissements hospitaliers. Les quatre autres trésoreries sont celles de Chaumont, Saint-Dizier (rue Brigadier-Albert), Langres et Joinville. « Notre administration est et restera une administration de réseau avec des implantations sur le territoire qui

lui permettront toujours d'accueillir les usagers qui le souhaitent », tient à préciser la direction.

« Il y avait 500 agents dans cette administration dans les années quatre-vingt », note pour sa part Rachel Sugneau tout en prédisant que ce mouvement va

se poursuivre. Chaumont devrait bénéficier du rapatriement depuis Saint-Dizier du service de publicité foncière (cinq agents) et celui de la mission d'enregistrement (deux agents).

BERTRAND PUYSEGUR

L'Armée en tête

Il serait 8050 fonctionnaires en Haute-Marne en 2016 (hors fonction publique territoriale et Education nationale). Les plus nombreux sont les militaires avec un contingent de 2850 répartis principalement entre Saint-Dizier et Semoutiers. Derrière on trouve la fonction publique hospitalière avec 2326 agents. La préfecture de Chaumont quant à elle emploie 130 agents, la sous-préfecture de Saint-Dizier onze et celle de Langres neuf.

Fonction publique territoriale

Ça baisse aussi au centre de gestion

Le centre de gestion s'occupe des fonctionnaires territoriaux des communes qui emploient moins de 350 agents. Là aussi on constate une baisse des effectifs depuis dix ans mais moins depuis 1997 du fait des titularisations dues aux 35 heures.

Le ratio d'emplois publics pour 100 habitants des collectivités affiliées au centre de gestion est de 1,44. Ces collectivités sont affiliées à un centre de gestion départemental obligatoirement lorsqu'elles comptent moins de 350 agents titulaires à temps complet et volontairement au-delà. Les agglos de Saint-Dizier, Chaumont et le conseil



Les emplois dans la fonction publique territoriale.

départemental ne sont pas administrés par le centre de gestion de la Haute-Marne qui est dirigé par un conseil d'administration de 22 élus avec à sa tête, le maire de Juzenne-court et vice-président de l'agglomération de Chaumont en

charge de l'administration générale, Jean-Marie Watremetz.

Depuis 20 ans, le centre de gestion a revu à la baisse ses effectifs. Par exemple pour les fonctionnaires, en 2007, ils étaient en Haute-Marne 2825

(avec les contractuels) contre 2697 aujourd'hui soit 128 postes en moins en dix ans. Mais on remarque que dix ans plus tôt, ils étaient 2451 en 1997. Ceci est dû au fait qu'il y a moins de contractuels et plus de fonctionnaires titularisés. Ils étaient ainsi 1070 contractuels en 1997 contre 712 aujourd'hui.

Titularisation

Des vagues successives de titularisation des agents contractuels (sans passage par le concours) ont eu lieu depuis plusieurs années et notamment en 2012 (loi Sauvadet) renouvelée en 2016 pour les années à venir. Le passage aux 35 heures en 2002 a permis également la titularisation des contractuels, des postes ayant été créés par les collectivités à cet effet; ces contractuels

étaient souvent issus du dispositif emplois jeunes.

Une équipe de onze personnes traite des concours, des emplois, des carrières, des retraites, de la prévention en hygiène et sécurité et de la discipline des agents des collectivités affiliées. Au 1^{er} janvier 2017 le centre de gestion de la Haute-Marne compte 533 collectivités affiliées dont 59 de plus de cinq agents. Le centre de gestion de la Haute-Marne est également un membre de l'inter région Est réunissant les 18 centres de gestion des régions Grand Est et Bourgogne Franche-Comté dont le but est de mutualiser les actions communes telles que l'organisation des concours.

B.P.

REPÈRES

> La fonction publique en France

5,417 millions de personnes travaillent dans les trois versants de la fonction publique, soit 20 % de l'emploi total (salarie et non salarie) en France (Métropole + DOM), au 31 décembre 2013. Ils se répartissent ainsi : 2,385 millions d'agents travaillent dans la fonction publique de l'Etat (FPE), soit 44 % de l'emploi public ; 80,7 % dans les ministères, et 19,3 % dans les établissements publics administratifs (EPA) nationaux ; 1,879 million d'agents travaillent dans la fonction publique territoriale (FPT), soit 34,7 % de l'emploi public ; 1,153 million d'agents travaillent dans la fonction publique hospitalière (FPH).

> 72 en moins à Saint-Dizier

464 agents travaillent au 1^{er} janvier 2017 à la communauté d'agglomération de Saint-Dizier. La Ville, avant les regroupements, comptait 536 agents en 1997, soit 72 de plus.

> Maintien des sous-préfectures mais effectifs à la baisse

Entre 2007 et 2014, les effectifs de la préfecture de Haute-Marne ont fondu de 20 %. Cependant lors des vœux à la presse le 17 janvier, l'Etat a réaffirmé le maintien des sous-préfectures de Saint-Dizier et Langres. Le CIO (centre d'information et d'orientation) doit par ailleurs intégrer la sous-préfecture bragarde.

> Les gendarmes s'en tirent le mieux

Si l'on compare les chiffres entre les années 2010, 2014 et 2016, on constate en effet que ce sont les fonctionnaires des finances publiques qui ont consenti le plus de réductions de personnel. Ils étaient 346 en 2010, 318 en 2014 et 300 en 2016. Les autres administrations dont nous possédons les chiffres ont à peu près maintenu leurs effectifs depuis deux ans. La Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) comptait 63 agents en 2010, 53 en 2014 et 53 en 2016. La préfecture baisse aussi ses effectifs en six ans (153 en 2010 contre 130 en 2016). La Direction départementale de la sécurité publique (DDSP) avait connu une baisse entre 2010 et 2014, passant de 174 agents à 160. Enfin le Groupement de gendarmerie comptait 404 gendarmes en 2010, 390 en 2014 et 391 en 2016.

> Le temps partiel majoritaire

Le centre de gestion de la Haute-Marne (voir ci-contre) s'occupe de la carrière de près de 2700 agents de la fonction publique territoriale. Dans ce vaste secteur on remarque que le travail à temps partiel est majoritaire. En effet, 54,80 % des employés sont dans ce cas. Un chiffre qui diminue d'année en année (58,19 % en 2007).

> L'Education nationale

Le dernier bilan social 2015-2016 faisait apparaître 3205 personnels de l'éducation nationale en Haute-Marne.